

## **FISCALITE ET ACCES AU FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : entre Performance ou Inefficacité**

**Par : Joséphine MWAMINI RWANIKA,**

**Assistante de Recherche à l'Institut Supérieur de Commerce de Goma  
(ISC/GOMA)**

**E-mail : [rwanikamamy@gmail.com](mailto:rwanikamamy@gmail.com)**

### **Résumé**

Le développement des Etats résulte d'un effort constitué par une synergie des acteurs provenant des différents secteurs de la vie nationale. La contribution des petites et moyennes entreprises constitue à point nommé une épine dorsale relativement au rôle qu'elles jouent dans la société globale. Cette réflexion se penche sur l'impact de la fiscalité et l'accès au financement sur la viabilité et le fonctionnement des petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo. Cette dualité influence chacune en ce qui le concerne de manière significative ou non significative au fonctionnement des petites et moyennes entreprises.

En République Démocratique du Congo, une étude de la banque mondiale avait déjà précisé les obstacles liés à l'environnement des entreprises. Les résultats indiquent d'une part que l'administration fiscale constitue un obstacle majeur pour les entreprises Congolaises du fait que plus de 70% des résultats se situent entre un problème modéré et un problème grave et d'autre part ; la difficulté de l'accès au financement a été indiquée à plus de 67% étant à la base également de la faible performance des petites et moyennes entreprises congolaises.

***Mots clés : Performance, Inefficacité, Entreprise, Fiscalité et financement.***

### **Abstract**

The development of states results an effort made up by a synergy of actors from the different sectors of national life. The contribution of small and medium-sized enterprises is at point name a backbone relatively to the role of they play in global society. This reflexion focuses on the impact of taxation and access to financing on the viability and operation of small and medium-size enterprises in the Democratic Republic of Congo. This duality influences each

as it relates significantly or insignificantly to the operation of small and medium congolese companies.

In the Democratic Republic of Congo a study by the World Bank had previously clarified the environmental barriers companies. The results on the one hand indicate that tax administration constitutes a major obstacle for congolese companies that more than 70% of the results are between a moderate problem and a serious problem on the other hand the difficulty of access to finance indicated at more than 67% being at the base also of law performance of congolese companies.

***Keys words : Performance, Inefficiency, Business, Taxation and Financing.***

## **INTRODUCTION**

Le développement des petites et moyennes entreprises des pays en voie de développement nécessite la présence de plusieurs institutions financières suite aux avantages économiques et sociaux qu'elles génèrent entre autres : l'emploi, la réduction de la pauvreté, la mise en valeur des matières premières locales, l'assurance de l'autosuffisance alimentaire.

Il est à constater que depuis quelques années, nombreux pays prennent conscience de l'importance décisive des l'importance indélébile des petites et moyennes entreprises sur le développement et la diversification de la production industrielle ainsi que la réalisation des objectifs fondamentaux de développement<sup>1</sup>.

Evoluant sur la même voie, nous sommes sur le point d'admettre que la croissance économique ne peut plus rester chimérique si les petites et moyennes entreprises évoluent dans les meilleures conditions de leur développement. Dans notre environnement, il est hors de doute que ces institutions accèdent difficilement aux financements qui constitue un obstacle majeur à leurs prospérités.

Le fonctionnement adéquat de ces institutions a besoin des ressources financières nécessaires à leurs objectifs, à leurs cycles d'exploitation et à leurs investissements. Visiblement quatre vingt à nonante pour cent d'entre elles connaissent des difficultés d'accès au marché des financements. Deux dimensions résumant ce niveau de difficultés :

---

<sup>1</sup> NKOUKA SAFOULANITOU L, *Les petites et moyennes entreprises et innovation*, FR-CIEA, Dakar, 2013, p.6

-Difficulté d'accès au financement d'origine bancaire suite au manque de garantie appropriée en vue de mettre les banques en confiance avant l'octroi du prêt, ignorance des procédures pour l'obtention des prêts ou le taux d'intérêt de fois élevé et un court délai de remboursement ;

-Plusieurs petites et moyennes entreprises ne pensent pas qu'il est aussi important de privilégier l'auto financement. Dans l'hypothèse du financement hiérarchisé, les entreprises ont des priorités dans le choix des sources de financement. Ainsi, elles privilégieront d'abord l'auto financement et ensuite l'endettement ( avec une préférence de celui le moins risqué possible) et l'augmentation du capital en dernier ressort<sup>2</sup>.

L'univers dans lequel évoluent les petites et moyennes entreprises est devenu très compétitif et nous oblige d'y accorder une attention toute particulière pour leur promotion ainsi que leur épanouissement. Dans cet environnement instable, les entreprises sont amenées à concevoir des nouveaux produits ou à modifier ceux existants à fin de donner satisfaction aux attentes et aux besoins même les plus latents de leurs clients.

L'accès au crédit reste un obstacle majeur parmi les autres plus nombreux qui freine le développement des petites et moyennes entreprises. Cet écueil oblige les entrepreneurs à abandonner leurs projets et initiatives brillants.

Dans une étude de la banque mondiale, la République Démocratique du Congo a été signalée comme un Etat qui n'échappe pas à ces obstacles liés à l'environnement de l'entrepreneuriat. Selon cette étude, l'obstacle lié à l'électricité était le premier facteur représentant 19,1%, suivi de l'accès au financement 13,5%, en troisième position vient l'instabilité politique 13,4%, en quatrième position l'obstacle lié au secteur informel 11,7% , la corruption vient en cinquième position avec 11,5% suivi de l'administration des taxes 6,1%, en septième position les crimes et les désordres 5%, en huitième position le taux des taxes avec 4,7%.

Il sied de signaler que relativement à ce qui précède que les petites et moyennes entreprises deviennent des véritables sources de croissance et d'amélioration du produit intérieur brut, l'Etat devra donc s'impliquer davantage pour assainir le climat des affaires en facilitant l'accès au financement et la réglementation de la fiscalité.

---

<sup>2</sup> **KABEWAR M**, structure du capital et son impact sur la profitabilité et sur la demande du travail, thèse, inédit, Université d'Orléan, sciences dans lesquelles économiques, 2012, p. 18.

Notons avec insistance que le domaine de fiscalité couvre plus de la moitié des dépenses publiques et son analyse porte essentiellement sur trois points à savoir : l'allocation des ressources, la répartition des revenus, la stabilité et la croissance économique. A ce point, l'impôt est présenté comme un procédé normal de répartition des charges publiques, d'après les facultés contributives sur une base légale<sup>3</sup>.

Une forte imposition des taxes peut devenir source de frustration et de découragement de l'entrepreneuriat. Spécifiquement, selon une étude de « paying taxes », sur la République Démocratique du Congo, la pression fiscale sur les petites et moyennes entreprises est de 54%. Cette pression s'avère excessive par rapport à ses dix pays limitrophes. La République Démocratique du Congo est donc avant dernier devant la République Centre Africaine. En la comparant avec la Zambie qui a un taux de 18,6% de taxe sur les petites et moyennes entreprises, l'écart est sérieusement considérable. L'accès au financement et fiscalité sont parmi les obstacles majeurs à la prospérité des petites et moyennes entreprises congolaises.

La présente réflexion sera articulée autour des préoccupations suivantes :

- Comment la performance des petites et moyennes entreprises de la République Démocratique est influencée par l'octroi du crédit ?
- Quel est l'impact de la pression fiscale sur la performance des petites et moyennes entreprises au Congo ?
- l'interaction entre le financement et la fiscalité influence-t- le succès des petites et moyennes entreprises congolaises ?

Subséquent aux préoccupations formulées, nous avons la voix au chapitre de formuler les hypothèses ci- dessous :

- La facilitation des crédits ou subventions influencerait positivement la performance des petites et moyennes entreprises congolaises ;
- L'amélioration du climat des affaires en passant par l'assainissement du secteur fiscal faciliterait significativement la prospérité des petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo ;
- L'interaction entre les deux secteurs freinerait l'efficacité et l'épanouissement des petites et moyennes entreprises congolaises.

---

<sup>3</sup> **WORLD BANK** group, *survey of business managers*, Democratic Republic of Congo, 2013, p.1.

Cette étude poursuit les objectifs repris ci-dessous :

- Apprécier l'influence du crédit sur la performance des petites et moyennes entreprises Congolaises ;
- Analyser le degré de la pression fiscale sur le succès des petites et moyennes entreprises congolaises ;
- Evaluer les rapports crédit-fiscalité sur la prospérité des petites et moyennes entreprises congolaises.

Cette analyse sera développée autour des trois articulations : les considérations d'ordre théoriques sur la fiscalité et les petites et moyennes entreprises en République Démocratique du Congo ensuite le cadre méthodologique de l'étude et enfin la présentation et l'interprétation des résultats.

## **I. CONSIDERATIONS D'ORDRE THEORIQUES**

### **NOTION SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

#### **Définition des petites et moyennes entreprises**

Jusqu'à ce jour, il n'existe pas une définition précise concernant les types d'entreprises, mais la définition qui semble s'imposer est celle de la recommandation européenne n° 96/280 du 6 mai 2003. Ces textes organisent une classification des entreprises en fonction de deux données conjuguées : leur taille et leur chiffre d'affaire<sup>4</sup>.

Sont donc définies comme petites entreprises, les sociétés dont l'effectif se situe entre dix et cinquante salariés et dont le chiffre d'affaire et le bilan total n'excède pas dix millions d'euros par an. Entre cinquante et un et deux cent cinquante salariés, on peut distinguer les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaire sera inférieur à cinquante millions d'euros et le bilan total annuel à quarante-trois millions d'euros. Au-delà de deux cents cinquante salariés, on parlera alors de « grande entreprise »

---

<sup>4</sup> **ECONOMIE MAGAZINE-3** bis rue condorcet 37000 TOURS, Magazine en ligne.

## **Rôles des petites et moyennes entreprises**

Elles sont des acteurs importants à la performance économique et sociale de plusieurs pays du monde, elles permettent la résolution des problèmes fondamentaux du développement par l'intégration de la population au processus du développement économique. Les petites et moyennes entreprises ont une place importante dans la création et le maintien de l'emploi, en 1996 et 1997 elles assuraient de l'emploi pour 37% de la main d'œuvre dans l'économie et en 1998, ce pourcentage s'est élevé à 44%<sup>5</sup>. Ce qui est important toutefois, c'est que les petites et les moyennes entreprises créent de nouveau l'emploi tandis que les grandes entreprises licencient et compressent le personnel.

Les petites et moyennes entreprises sont les moteurs de la croissance économiques. Ce rôle moteur peut être compris au travers des impacts extérieurs qu'ont les petites et moyennes entreprises sur l'économie dans son ensemble. Celles étaient considérées comme étant désavantagées par rapport aux grandes entreprises, en raison des coûts fixes générés par l'apprentissage dans environnements étrangers, la communication sur de longues distances et la négociation avec des gouvernements nationaux. En dépit de ces contraintes, l'esprit d'entreprise s'est peu à peu imposé comme le moteur du développement économique et social dans le monde entier<sup>6</sup>.

Economiquement, les petites et moyennes entreprises sont des acteurs de la performance économique dans plusieurs pays du monde, elles permettent la résolution des problèmes dans plusieurs problèmes fondamentaux du développement par l'intégration de la population au processus de développement économique.

Socialement, elles jouent le rôle essentiel dans la création d'emplois, fournissant deux tiers de tous les emplois formels dans les pays en développement et jusqu'à 80% dans les pays à faible revenu<sup>7</sup>.

En République Démocratique du Congo, les petites et moyennes entreprises représentent 90% du marché de l'emploi ; il est relativement plus créateur d'emplois et réduit jusqu'à un certain pourcentage le chômage. La lutte

<sup>5</sup> **DRISS GUERAOUI**, *Economie émergente : politique de promotion de la PME*, 1999, p.29.

<sup>6</sup> **DAVID B.** *Observation des petites et moyennes entreprises européennes*, Harmattan, 2003, p. 11.

<sup>7</sup> **MARIO BERRIOS et al**, *Petites et moyennes entreprises dans la création d'emplois et organisation mondiale du travail*, Genève, 2007, p. 11.

contre le chômage constitue la préoccupation de tous les pays en voie de développement qui souffrent encore du taux de chômage e plus élevé.

## **FINANCEMENT DES ENTREPRISES**

Il existe deux grands modes de financement :

-Ceux dont l'origine provient des associés de la société, ou de l'entrepreneur lui-même pour une entreprise individuelle. On parle alors de fonds propres ou des (quasi fonds propres pur certains d'entre-deux) entre dans cette catégorie les subventions liées à un investissement perçues par l'entreprise

-Ceux dont l'origine est externes qui proviennent principalement des organismes financiers.

Le financement des entreprises a beaucoup évolué au cours de ces dernières années. Des changements importants sont à noter, de nouveaux instruments ont vu le jour ; d'une « économie d'endettement », nous serions passé à une « économie des marchés financiers » ; des business angels sont apparus pour financer la nouvelle économie<sup>8</sup>. Malgré ces changements, les outils traditionnels d'évaluation des besoins de financement et les modes de financement classiques sont toujours les plus utilisés.

Pour financer ses besoins, l'entreprise dispose d'une diversité des ressources :

### **Le financement par les ressources propres**

Les fonds propres peuvent être d'origine interne ou externe. Les ressources externes proviennent des excédents que l'entreprise engendre durant l'exercice par l'ensemble de son activité<sup>9</sup>. Les ressources externes concernent les ressources qui ont été effectivement apportées par les actionnaires : ce sont les apports des créateurs à l'initiation de la société ou les apports des actionnaires ultérieurs à l'occasion de l'augmentation du capital.

### **Le crédit**

De façon générale, selon différents auteurs, l'opération de crédit peut être définie telle que : « le crédit est l'acte par lequel une personne agissant à titre onéreux promet de mettre ses fonds à la disposition d'une autre personne ou

<sup>8</sup> GENEVIEVE CAUSSE et al *Entreprise et financement*, Encyclopédia Universalis consulté le 18 Octobre 2020

<sup>9</sup> ELIE C. *Gestion financière et développement financier*, Edicef, Paris, 1991, p.190.



prend dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, par cautionnement ou une garantie...<sup>10</sup>.

Le crédit implique une idée de confiance car la partie qui livre ses biens présents à confiance dans l'accomplissement de sa prestation future à la date convenue. Il faut croire sans voir pour que l'opération crédit soit effective. De ce fait, l'élément confiance est très important dans la notion de crédit. Signalons que si l'une des conditions ci-haut citée n'est pas remplie, on ne parle pas du crédit.

## LA FISCALITE

La fiscalité est un ensemble des pratiques relatives à la perception des impôts et autres prélèvements obligatoires qui permettent de financer les Etats et les Collectivités. Dans l'économie d'un pays, la fiscalité joue donc un rôle primordial puisqu'elle permet aux acteurs économiques publics de se procurer les recettes nécessaires à leurs besoins. La fiscalité donne à l'Etat la capacité à payer ses dépenses publiques, qu'il s'agisse de construction des ponts, des routes, d'écoles ou d'hôpitaux publics et autres.

La fiscalité est aussi un levier de la politique économique. Elle peut aussi contribuer au développement économique en favorisant des secteurs clés ou en consentant des avantages spécifiques à des agents économiques.

Le système fiscal en République Démocratique du Congo comporte quatre classes d'impôt :

**-Impôts réels** : regroupe l'impôt foncier sur les propriétés bâties et non bâties, l'impôt sur la superficie des concessions minières et hydrocarbures et l'impôt sur les véhicules et la taxe spéciale de la circulation routière ;

**-Impôt sur les revenus** : regroupe l'impôt sur le revenu locatif, l'impôt mobilier, l'impôt sur les bénéfices et profits, l'impôt professionnel sur les rémunérations ;

**-Impôt sur le chiffre d'affaires** à l'exportation et l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation, qui a été remplacé le 1<sup>er</sup> janvier 2012 par la taxe sur la valeur ajoutée ;

---

<sup>10</sup> International Journal of innovation and Applied Studies, issn 2028-9324 vol. 8 du 20 septembre 2014, pp. 728-735.



### **-Impôt exceptionnel** sur les rémunérations des expatriés.

Actuellement, le système fiscal congolais est décrié par les assujettis et les contribuables qui le trouvent lourd et complexe, que par l'Etat lui-même, qui se plaint de son efficacité à permettre une plus grande mobilisation des ressources internes<sup>11</sup>. Le fait d'avoir les taux d'imposition très élevés provoque comme conséquence d'avoir une assiette fiscale étroite. L'une des mesures qui devraient figurer dans la future réforme, c'est notamment la baisse du taux d'imposition des entreprises.

Les impôts rapportent aujourd'hui en République Démocratique du Congo 12 à 13% de son Produit Intérieur Brut au lieu de 21% possibles. Les économistes, autorités publiques et représentants du secteur privé font le même constat : pour augmenter les ressources internes, le gouvernement devra non seulement fixer des taux d'imposition des entreprises compétitifs au niveau régional, mais aussi élargir l'assiette fiscale.

## **II. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

Seront traités dans cette section : la méthode de recherche appuyée par les techniques de collecte des données, la population et l'échantillon de l'étude.

### **Méthodes et techniques**

#### **a) Méthode**

Dans le cadre de notre réflexion, nous avons fait usage de la méthode statistique. Celle –ci nous a permis de quantifier les données d'interpréter et d'analyser les résultats. Ainsi nous avons utilisé le test de fréquence de khi-deux.

#### **b) Techniques**

Nous avons d'abord procédé par l'observation du système économique congolais et ses différents acteurs ensuite nous avons mené des enquêtes sur les petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo mis en place par la Banque Mondiale, nous avons enfin fouillé les documents ayant trait à notre sujet (ouvrages, rapports, articles divers, webographie et autres documents officiels sur les petites et les moyennes dans notre pays.

---

<sup>11</sup> Vers une réforme du système fiscal en République Démocratique du Congo disponible sur [mediacongo.net](http://mediacongo.net) consulté le 18 octobre 2021.

### c) Les variables de l'étude

-**La variable dépendante** : la performance des petites et moyennes entreprises est mesurée par la croissance des ventes et la croissance du nombre des travailleurs. Elle peut être mesurée aussi par plusieurs attributs tels que le chiffre d'affaires, les ventes, m'emploi, les actifs, les parts du marché et les bénéfices. Parmi ces mesures, les ventes et l'emploi sont largement utilisés comme indicateurs de croissance<sup>12</sup>.

-**Les variables indépendantes** : l'accès au financement externe peut affecter la croissance et la productivité des firmes. En effet, les entreprises investiront dans les projets dont les bénéfices attendus sont supérieurs aux coûts prévisionnels. Un investissement rentable ne peut toutefois se produire que lorsque les entreprises ne sont pas confrontées à des contraintes de crédit sans rapport avec leurs propres performances.

Dans cette réflexion, nous allons utiliser une mesure subjective de l'accès au financement des entreprises qui est tirée directement des réponses aux questions sur l'accès au financement qui est celle de savoir dans quelle mesure l'accès au financement peut-il devenir un obstacle aux opérations actuelles de ce établissement. A partir de ces informations, nous définirons une variable muette égale à un si la réponse est affirmative et zéro si non.

La mesure qualitative alternative est la réponse à la question : lequel des éléments de l'environnement des affaires inclus dans la liste, représente actuellement le plus grand obstacle auquel votre entreprise est confrontée ? Si la réponse à cette question est l'accès au financement, nous la coderons 1 et zéro si non. Ces mesures qualitatives fournissent une indication sur la facilité ou non de l'accès au financement. Nous soutenons que si l'accès au financement contribue à la productivité de l'entreprise, alors, les restrictions à l'accès au financement auraient des effets pervers sur la productivité des entreprises tout en dépendant du secteur d'activités et de la taille.

**La fiscalité** : concernant la fiscalité, nous avons associé la variable administration de la taxe, le taux des taxes, le paiement informel et le nombre d'inspection des firmes par les agents fiscaux qui sont liés à la fiscalité. L'impôt est un procédé de répartition des charges publiques selon les facultés

<sup>12</sup> DAVIDSON P. Continued entrepreneurship : ability, need and opportunity as determinants of small firm growth, Journal of Business Venturing, 1991, p.6.

contributives sur une base légale pour un Etat. En cas de dépassement du taux d'imposition, les taxes peuvent devenir une source de frustration et de découragement de l'entrepreneuriat des opérateurs économiques nationaux et étrangers. Une mauvaise politique fiscale est une source de la détérioration du climat des investissements dans un Etat.

#### **d) Population d'étude**

R. MUCHIELLI définit la population comme un ensemble du groupe humain concerné par les objectifs de l'enquête. Elle peut être une nation, une ville, corps professionnel dispersé sur le territoire<sup>13</sup>.

Notre population d'étude est constituée des petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo reparti selon les secteurs d'activités, la grandeur de l'entreprise et la localisation de l'entreprise. Notre étude est basée sur les entreprises du secteur privé et comprend tous les manufacturiers, le secteur de la construction, les secteurs des services, de transport, du stockage et de communication.

#### **e) Echantillonnage**

L'échantillonnage sélectionné est à juste titre un échantillonnage aléatoire stratifié. Il a été choisi de préférence pour plusieurs raisons :

- obtenir des estimations non biaisées pour différentes sous divisions de la population avec un niveau de précision connu ;
- obtenir des estimations impartiales pour l'ensemble de la population ;
- s'assurer que l'échantillon total final comprend l'établissement de tous les secteurs et qu'il ne concerne pas dans une ou deux industries/tailles/régions ;
- la stratification peut donner une erreur d'estimation inférieure à celle que pourrait produire un échantillon aléatoire simple de même taille. Ce résultat est particulièrement vrai si les mesure dans les strates sont homogènes ;
- le cout par observation dans l'enquête peut être réduit par stratification des éléments de la population en groupes appropriés.

Trois niveaux de stratification ont été utilisés dans ce pays : le secteur d'activité, la taille de l'établissement et la région :

---

<sup>13</sup> R. MUCHIELLI, *Méthode de recherche en psychologie*, Labor, Bruxelles, 1980, P. 144.

**Tableau n° 1 : la stratification selon le type d'activité**

Secteur d'activité		Nbres d'entrep.	%
Industrie manufacturière	Alimentation	405	45,61
	Textiles et vêtements		
	Produits chimiques et plastiques		
	Autres industries manufacturières		
Service de vente au détail		220	24,77
Autres services		263	29,62
<b>TOTAL</b>		<b>888</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Il découle de ce tableau que les recherches ont trois secteurs d'activités : l'industrie manufacturière (alimentation, textile et vêtements, produits chimiques et plastiques) représente 405/888 entreprise, soit 45,61%, le service de vente en détail représente 220/888 soit 24,77% et autres services représentent 263/888 soit 29,62%.

**Tableau n°2 : la stratification selon la région**

REGION		Nombre d'entreprises	%
CENTRE	KANANGA	114	12,85
	MBUJIMAYI		
EST	BUKAVU	223	25,15
	BUTEMBO		
	GOMA		
	KISANGANI		
SUD	LIKASI	121	13,61
	LUBUMBASHI		
OUEST	BOMA	430	48,39
	KIKWIT		
	KINSHASA		
	MATADI		
	<b>TOTAL</b>		

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Il découle de ce tableau que les recherches ont été effectuées dans trois secteurs à savoir : le secteur du centre avec ses deux villes (Kananga et Mbuji mayi) qui représente 114 entreprises soit 12,85%, le secteur de l’Est avec quatre villes (Bukavu, Butembo, Goma, Kisangani) qui représente 223 entreprises soit 25,15% , le secteur du Sud avec deux villes ( Likasi et Lubumbashi) qui représente 121 entreprises soit 13,61% et le secteur de l’Ouest avec quatre villes ( Boma, Kikwit, Kinshasa, Matadi) qui représente 430 entreprises soit 48,39%.

**Tableau n°4 : stratification selon la taille de l’établissement**

Taille de l’entreprise	Nombre d’employés	Nbre d’entreprises	%
<b>PETITE</b>	<b>5-19</b>	<b>645</b>	<b>72.63</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>20-99</b>	<b>200</b>	<b>22.52</b>
<b>GRANDE</b>	<b>100 +</b>	<b>43</b>	<b>4.85</b>
<b>TOTAL</b>		<b>888</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Il ressort de ce tableau que les recherches ont été effectuées dans trois types d’entreprises : petite entreprise (5-9) employés qui représente 645 soit 72,63% ; moyenne entreprise (20-99) employés qui représente 200 soit 22,52% et grandes entreprises (100+) employés soit 4,45%.

### **III. PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS**

Cette séquence a comme objectif de présenter les résultats empiriques de notre étude. Pour ce faire, il présente d’abord les résultats des analyses statistiques aussi bien descriptives que bi variées.

#### **Analyse descriptive**

Les résultats des analyses descriptives sont de deux ordres à savoir les statistiques descriptives des variables de l’étude d’une part et celles bi variées qui présentent la relation entre les variables d’accès au financement, la fiscalité et la performance des entreprises.

**Statistiques descriptives des variables****Tableau n°5 Les variables quantitative de l'étude**

Variable	Observation	Moyenne	Ecart- type	Minimum	Maximum
Expérience du manager	888	13.91104	9.52342	0	36
Création de l'emploi	870	18.31379	39.1385	1	34
Employé	888	29.42793	56.19672	1	300
Ventes	771	1.0312	2.3413	129600	6.4814
Ventes (3années passées)	768	2.2410	2.6911	-7	5.911
Inv. Acquisition équipement	375	1.80+08	1.1009	0	1.3810
Inv. Acquisition immeuble	342	1.75+08	1.4509	0	1.9510

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Ce tableau nous montre que :

-Sur 888 firmes questionnées et ayant répondu à la question relative à l'expérience de leur manager dans le secteur de la firme, l'expérience des managers mesurée en termes d'années d'ancienneté dans le secteur, a donné une moyenne de 13,9 ans ;

-Environ 18 emploi en moyenne se sont créés parmi 870 firmes questionnées et ayant répondu à la question relative à la création de l'emploi ;

-Sur 888 enquêtes, il ya une croissance moyenne de 29,42% de création d'emploi

-La moyenne des ventes à la fin de l'année fiscale écoulée a été d'environ 1,03.10 FC pour les 771 entreprises ;

-Nous constatons que sur 786 entreprises, la moyenne annuelle des ventes il ya tris années est d'environ 2,24.10FC ;

-Les dépenses pour l'acquisition des équipements pour l'investissement de l'entreprise a été d'une moyenne de 1,8.10 FC ;

-Les dépenses d’acquisition des terres et d’immeuble pour l’investissement de l’entreprise ont enregistré une moyenne de 1.75.10 FC.

**Tableau n°6 : Savoir si l’entreprise a bénéficié d’une ligne de crédit d’une institution financière**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
<b>Non</b>	<b>779</b>	<b>89.23</b>
<b>Oui</b>	<b>94</b>	<b>10.77</b>
<b>Total</b>	<b>873</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Il ressort de ce tableau que sur 873 enquêtés, 779 entreprises ou soit 89,23% n’ont pas bénéficié d’un crédit d’une institution financière et 94 entreprises ou soit 10, 77% ont bénéficié un crédit d’une institution financière.

**Tableau n°7 : Appréciation de l’entreprise par rapport à l’accès au crédit considéré comme obstacle**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
Pas d’obstacle	130	14.81
Obstacle mineur	118	13.44
Obstacle modéré	197	22.44
Obstacle majeur	306	34.85
Obstacle sévère	127	14.46
Total	888	100

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Les résultats de ce tableau nous indique que sur 878 enquêtés, il existe 130 entreprises ou soit 14.81% qui n’ont pas d’obstacle pour accéder au financement , 118 entreprises ou soit 13.44% qui ont d’obstacle mineur pour accéder au financement ; 197 entreprises ou soit 22.44% qui ont d’obstacle pour accéder au financement ; 306 entreprises ou soit 34.85% qui ont d’obstacle majeur pour accéder au financement et 127 entreprises ou soit 14,46% qui ont d’obstacle très grave pour accéder au financement.



**Tableau n°8 : Appréciation du taux de taxation (fiscalité) comme obstacle**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
Pas d'obstacle	<b>112</b>	<b>12.83</b>
Obstacle mineur	<b>212</b>	<b>24.28</b>
Obstacle modéré	<b>268</b>	<b>30.70</b>
Obstacle majeur	<b>203</b>	<b>23.25</b>
Obstacle sévère	<b>78</b>	<b>8.93</b>
Total	<b>873</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Concernant l'appréciation du taux de fixation, sur 873 enquêtés, 112 entreprises soit 12.83% ne considèrent pas la taxation comme obstacle, 212 entreprises soit 24.28% considèrent la taxation comme obstacle mineur ; 278 entreprises soit 30.70% apprécient la taxation comme obstacle modéré ; 203 entreprises soit 23.25% affirment que la taxation comme un obstacle majeur et 78 entreprises soit 8.93 concluent que la taxation est un obstacle très sévère.

**Tableau n°9 : Administration fiscale comme obstacle pour l'entreprise**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
Pas d'obstacle	<b>97</b>	<b>11.09</b>
Obstacle mineur	<b>166</b>	<b>18.97</b>
Obstacle modéré	<b>238</b>	<b>27.20</b>
Obstacle majeur	<b>290</b>	<b>33.14</b>
Obstacle sévère	<b>84</b>	<b>9.60</b>
Total	<b>875</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Concernant l'administration fiscale, sur 875 enquêtés, 97 entreprises soit 11.09% ne considèrent pas l'administration fiscale comme un obstacle, 166 entreprises soit 18.9% estiment que l'administration fiscale est un aspect mineur ; 238 entreprises soit 27.20% apprécient l'administration fiscale comme obstacle modéré ; 290 entreprises soit 33.14% affirment que l'administration fiscale constitue un obstacle majeur et 84 entreprises soit 9.60% concluent que l'administration fiscale est un obstacle très grave.

**Tableau n°10 : Inspection des entreprises par des agents fiscaux**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
<b>Non</b>	<b>67</b>	<b>7.55</b>
<b>Oui</b>	<b>820</b>	<b>92.45</b>
<b>Total</b>	<b>887</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

En ce qui concerne l'inspection des entreprises, sur 887 enquêtés 67 entreprises soit 7.55% n'ont pas été inspectées par les agents fiscaux durant ces 12 dernières années tandis que 820 soit 92,4% ont été inspectées.

**Tableau n°11 : Interaction entre fiscalité et financement**

<i>MODALITES</i>	<i>FREQUENCE</i>	<i>POURCENTAGE</i>
<b>Non</b>	<b>843</b>	<b>97.46</b>
<b>Oui</b>	<b>22</b>	<b>2.54</b>
<b>Total</b>	<b>865</b>	<b>100</b>

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Au regard de ce tableau, nous constatons que sur 865 enquêtés, seulement 22 soit 2,54% d'entreprise enregistrent une interaction entre la fiscalité et le financement ; tandis que 843 soit 97.46% n'enregistre pas une interaction.

### **II.1.2 Analyse bivariée : relation entre accès au financement, fiscalité et performance des petites et moyennes entreprises**

Il s'agit de la relation statistique entre les variables d'accès au financement, de fiscalité et celles des performances des petites et moyennes entreprises Congolaises. Les variables d'accès au financement sont notamment la disposition d'un compte bancaire courant ou d'épargne, avoir obtenu une facilité du découvert bancaire auprès d'une institution financière, avoir obtenu une ligne de crédit ou d'un crédit ordinaire auprès d'une institution financière, type d'institution financière ayant octroyé la ligne du crédit ou le crédit, le montant du crédit octroyé, comment la petite et moyenne entreprise apprécie l'accès au financement comme étant un obstacle à son développement. Pour ce qui des variables de fiscalité nous avons le taux de taxation et l'administration de la taxe.

**Tableau n°12 : Relation entre le niveau d’obstacle d’accès au financement et l’emploi**

Tableau d’obstacle d’accès au financement	Emploi			Test d’indépendance	
	NON	OUI	TOTAL	Stat. Chi2	Probabilité
Pas d’obstacle	66.31	34.69	100	5.6739	0.225
Obstacle mineur	61.25	38.75	100		
Obstacle modéré	58.06	41.94	100		
Obstacle majeur	64.91	35.09	100		
Obstacle sévère	75.00	25.00	100		
Total	64.08	35.92	100		

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Ce tableau démontre que parmi les entreprise qui n’ont pas considéré l’accès à l’emploi comme un obstacle, 65.31% n’ont pas employé, 34.69% ont employé ; parmi celles qui ont considéré l’accès au financement comme obstacle mineur, 61,25% n’ont pas employé et 38,65% ont employé ; parmi celles qui ont considéré l’accès au financement comme obstacle modéré 58.06% n’ont pas employé, 41,94 ont employé ; parmi celles qui ont considéré l’accès au financement comme obstacle majeur 64.91% n’ont pas employé, 35.09% ont employé et parmi celles qui ont considéré l’accès au financement comme obstacle très sévère 75% n’ont pas employé , 25% ont employé.

Comme nous indique le test de Khi-deux, nous constatons que la probabilité associée à la statistique de Khi-deux de PEARSON est de 0.225 lors du croisement entre l’accès au financement et emploi. Etant donné que cette probabilité est supérieure à 0.05, nous affirmons que l’accès au financement par une entreprise n’influence pas significativement sa performance tant mesurée par le nombre des personnes employées.

**Tableau n°12 : Relation entre le niveau d’obstacle de l’administration de la taxe et l’établissement qui a engagé les deux dernières années**

Le niveau d’obstacle de l’adm. Fiscale	Embauche les 2 dernières années			Test d’indépendance	
	NON	OUI	TOTAL	Stat. Chi2	Probabilité
Pas d’obstacle	72.46	27.54	100	5.4747	0.242
Obstacle mineur	65.42	34.58	100		
Obstacle modéré	65.00	35.00	100		
Obstacle majeur	61.49	38.51	100		
Obstacle sévère	50.00	50.00	100		
Total	64.08	35.52	100		

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Ce tableau nous renseigne que parmi les entreprises qui n’ont pas considéré l’administration fiscale comme un obstacle, 72.46 n’ont pas embauché et 27.54% ont embauché ; les entreprises qui estiment que l’administration fiscale est un aspect mineur, 65.42 ; les entreprises qui ; les entreprises qui apprécient l’administration fiscale comme obstacle modéré, 65.00% n’ont pas embauché et 35.00% ont embauché ; les entreprises qui affirment que l’administration fiscale constitue un obstacle majeur 61.49% n’ont pas embauché et 38.51 ont embauché ; les entreprises qui concluent que l’administration fiscale est un obstacle très sévère 50% n’ont pas embauché et 50% ont embauché les employés les deux dernières années. Comme le présente le test de Khi-deux, la probabilité associée à la valeur statistique de Khi-deux est de 0.242 qui est supérieur à 0.05. L’administration fiscale n’influence pas significativement la performance d’une entreprise en termes d’emploi.

**Tableau n°13 : Relation entre l’interaction fiscalité/financement et l’établissement qui a engagé les deux dernières années**

Interaction entre fiscalité et financement	Embauche les 2 dernières années			Test d’indépendance	
	NON	OUI	TOTAL	Stat. Chi2	Probabilité
Non	63.80	36.20	100	0.5363	0.464
Oui	72.22	27.78	100		
Total	64.08	35.92	100		

**Source : Nos analyses sur base des données des enquêtes sur les entreprises en RDC de la banque mondiale traitées avec le logiciel STATA 14.**

Il ressort de ce tableau que parmi les entreprises qui n'ont pas d'interaction entre fiscalité et financement 63.80% n'ont pas employé et 36.20% ont employé ; parmi celles qui ont l'interaction entre fiscalité et financement 72.22% n'ont pas employé et 27.78% ont employé.

Partant de ce tableau, nous constatons que la probabilité associée à la statistique de Khi-deux de PEARSON est de 0.464 lors du croisement entre fiscalité et financement et le nombre d'employés est supérieur à 0.05. Nous affirmons que l'interaction entre fiscalité et financement n'influence pas significativement la performance d'une entreprise en termes d'emploi.

### **Discussion des résultats**

Les résultats obtenus sur base des données de l'enquête sur des entreprises en République Démocratique du Congo de la banque mondiale ; quelques thèmes, visiblement, importants vont être développés dans cette dernière section.

### **L'influence de l'accès au financement sur la performance des petites et moyennes entreprises Congolaises**

En étudiant la facilité de l'établissement à accéder à une ligne de crédit ou de prêt provenant d'une institution financière nous avons constaté que 89.23% n'ont pas bénéficié d'un crédit d'une institution financière contre 10.77% qui ont bénéficié d'un crédit d'une institution financière. Poursuivant sur la même piste, nous avons constaté que 14.81% n'ont pas d'obstacle pour accéder au financement ; 13.44% ont des obstacles mineurs pour accéder au financement ; 22.44% ont des obstacles modérés pour avoir accès au financement ; 34.85% font face aux obstacles majeurs d'accès à cet avantage et enfin 14.46% ont mentionné les obstacles plus graves pour jouir des avantages financiers des institutions financières.

Relativement à ces résultats, nous avons la voix au chapitre d'indiquer que les petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo ont de difficultés sérieuses ou graves d'accéder au financement.

Néanmoins cet accès n'influence pas significativement sa performance tant mesurée par ses ventes ou par le nombre des personnes employées.

Au regard de ces résultats, nous affirmons que les petites et moyennes entreprises de la République Démocratique du Congo ont des difficultés d'accès au financement de quel type qu'il soit.

Nous précisons également que l'accès au financement par une entreprise n'influence pas significativement sa performance tant mesurée par ses ventes ou par le nombre des personnes employées. Ceci a été révélé par le test de Khi-deux lors du croisement entre les variables performance et accès au financement. En plus, le modèle logistique, à partir du test de significativité individuelle de la variable qui a montré que l'accès d'une entreprise à la ligne du crédit n'influence pas significativement sa probabilité de réaliser une performance positive. Ceci nous permet d'affirmer que l'accès au financement est à la base de la faible performance des petites et moyennes entreprises congolaises.

### **Influence de la fiscalité sur la performance des petites et moyennes entreprises congolaises**

Concernant le taux de taxation, nous avons remarqué ce qui suit : 30.70% ont réalisé que la taxation est un obstacle modéré, 23.25% ont trouvé la taxation comme un obstacle majeur et 8.9% ont conclu que la taxation est un obstacle grave.

Relativement à l'administration fiscale, celle-ci a été estimée comme obstacle modéré à 27.20% ; comme obstacle majeur à 33.14% ; obstacle jugé à 9.60% comme très grave. Ceci pousse à confirmer que l'administration fiscale constitue aussi un obstacle majeur pour les entreprises en République Démocratique du Congo du fait que plus de 70% des résultats se situent entre un problème modéré et un problème grave.

Concernant la demande du paiement informel par les agents fiscaux lors des inspections fiscales, nous constatons que sur les 807 entreprises, 42% ont reçu une demande du paiement informel. Il en résulte que 42% constitue un taux de corruption élevé dans le système fiscal congolais.

Le test Khi-deux mené plus haut lors du croisement entre les variables de performance et fiscalité nous informe que le paiement informel des pots de vin aux inspecteurs de fisc, influence négativement la performance des entreprises. En plus, le modèle logistique à partir du test de significativité individuelle des variables, nous avons constaté que le taux de taxe de l'administration fiscale constitue un obstacle significativement très sévère sur la performance des entreprises. Ceci nous permet d'affirmer que la fiscalité a de l'influence négative sur la performance des petites et moyennes entreprises congolaises.

## **Interaction entre accès au financement et fiscalité sur la performance des petites et moyennes entreprises congolaises**

En cherchant à comprendre l'interaction entre la fiscalité et la performance, nous avons constaté que 2.54% ont affiché une interaction entre accès au financement et la fiscalité, alors que 97.46% ne l'ont pas affiché.

A partir de notre modèle logique, le test de significativité individuelle de la variable a montré que bien non significative, l'interaction entre fiscalité et finance a une influence négative sur la probabilité d'une entreprise de réaliser une performance positive. Ceci nous conduit d'affirmer que l'interaction entre accès au financement et fiscalité a un effet négatif sur la performance des petites et moyennes entreprises congolaises

### **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Cette réflexion a passé au crible la question relative à la performance des petites et moyennes entreprises congolaises ; celle-ci a été développée sur deux principales variables : la fiscalité et l'accès au financement. Nous avons insisté sur l'aspect de l'influence de ces deux variables sur le développement et l'épanouissement des petites et moyennes entreprises congolaises.

Le test Khi-deux et le modèle logistique à partir de la significativité individuelle de la variable nous permet de confirmer notre première hypothèse qui précise que l'accès au financement influence positivement et significativement la performance des petites et moyennes entreprises congolaises.

Le test Khi-deux relatif au croisement entre les variables de performance et la fiscalité nous a montré que le paiement informel, le versement des pots de vin aux inspecteurs du fisc influence significativement la performance des entreprises congolaises. Ceci nous conduit à confirmer notre deuxième hypothèse selon laquelle la fiscalité influence positivement et significativement la performance des petites et moyennes entreprises congolaises.

L'interaction entre ces deux variables a un effet négatif sur la performance de petites et moyennes entreprises congolaise.

En termes de recommandations :

-Mettre en place un système fiscal qui va encourager les petites et moyennes entreprises congolaises ;



- Créer une vision et une stratégie nationale et favoriser son implémentation pour l'émergence des petites et moyennes entreprises congolaises ;
- Comprendre bien que ses organisations ont des difficultés liées au financement et à la fiscalité, la RDC présente d'innombrables potentiels naturel et humain et doit chercher à créer des capitaux en vue de la satisfaction des consommateurs ;
- Bien que l'accès aux nouvelles technologies et des difficultés liée à l'innovation soient aussi des réalités en RDC, les entrepreneurs peuvent s'ouvrir au reste du monde par plusieurs moyens.

### BIBLIOGRAPHIE

1. **AVIDSON P.**Continued entrepreneurship : ability, need and opportunity as determinants of small firm growth, Journal of Business Venturing, 1991,
2. **DORIATH B.** *contrôle de gestion*, éd du Nod, Pari, 2002.
3. **DAVID B.** *Observation des petites et moyennes entreprises européennes*, Harmattan, 2003.
4. **DRISS GUERAOU**, économies émergentes et politique de promotion des petites et moyennes entreprises, academy of management proceedings, 1982.
5. **ELIE C.** *gestion financière de l'entreprise et développement financier*, Edicerf, Paris, 1991.
6. Economie magazine-3 bis rue condorcet 37000 TOURS, Magazine en ligne.
7. **GIRAUD F.** *contrôle de gestion et pilotage de la performance*, collection business, éd. Gualino, Paris 2002.
8. **DAYAN A.** at al, *manuel de gestion* vol 2, Ellyose, Paris, 1999.
9. **DRISS GUERAOU**, Economie émergente : politique de promotion de la PME, 1999.
10. **ELIE C.** *Gestion financière et développement financier*, Edicef, Paris, 1991.
11. **GENEVIEVE CAUSSE et al** *Entreprise et financement*, Encyclpédia Universalis consulté le 18 Octobre 2020.
12. International Journal of innovation and Applied Studies, issn 2028-9324 vol. 8 du 20 septembre 2014.
13. **KABEWAR L. M.** *structure du capital et son impact sur la profitabilité et sur la demande du travail*, thèse, inédit, Université d'Orléans, sciences ?

14. **MARIO BERRIOS et al**, *Petites et moyennes entreprises dans la création d'emplois et organisation mondiale du travail*, Genève, 2007.
  15. **MULUMA MUNANGA A.** *le guide du chercheur en sciences sociales et humaines*, éd. Sodes, Kinshasa, 2003.
  16. **NKOUKA SAFOULANITOU L**, *les petites et moyennes entreprises et innovation*, FR-CIEA, Dakar, 2013.
  17. **CONCO P. at al**, *fonds de roulement et politique financière*, éd du nod, Paris 2005.
  18. **MUCHIELLI R**, *Méthode de recherche en psychologie*, Labor, Bruxelles, 1980.
  19. *Vers une réforme du système fiscal en République Démocratique du Congo* disponible sur [mediacongo.net](http://mediacongo.net) consulté le 18 octobre 2021.
- World bank group, *survelly of business managers*, Democratic Republic of Congo, 2013.